



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Commission de sécurité
de l'arrondissement de
Bayonne**

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE

ETABLISSEMENT	EHPAD JEAN DITHURBIDE
REFERENCE	E504.00036
COMMUNE	64310 SARE
ADRESSE	Bourg
DATE	31 janvier 2024 14h30
OBJET	Visite de contrôle périodique

Nota : ce PV est rédigé en mode dégradé suite à la cyberattaque dont a été victime le SDIS 64.

I. PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, le groupe de visite de la commission s'est réuni en application des dispositions des articles R-143-26 à 41 du code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer une visite périodique de contrôle.

GROUPE DE VISITE

Le Maire de la commune ou son représentant	M. BARNEIX
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Capitaine FERRY

RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitante directrice Mme BRICAUD représentée par	Mme. VERNOUX
--	--------------

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Responsable technique	M. GERARD M. ETCHEVERRY
-----------------------	----------------------------

II. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la construction et de l'habitation ;
2. Le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs ;
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,

4. Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, plus particulièrement :
- l'arrêté modifié du 25 juin 1980 (dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public),
 - l'arrêté modifié du 19 novembre 2001 (type J- maisons de retraite, centre médico-éducatif),
 - l'arrêté modifié du 21 juin 1982 (type N - restaurants et débits de boissons),

Historique de l'établissement

N° pièce	Date	Intitulé pièce
1	06/08/2009	Rapport SCD projet de construction d'une maison de retraite avec cahier des charges fonctionnel du SSI => AF 20/08/2009
2	18/01/2012	Visite de réception
3	19/03/2015	Visite périodique AF
4	25/01/2018	Visite périodique GV AF PV 11/04/2018
5	02/02/2021	Visite périodique GV AF

Travaux réalisés depuis la dernière visite : néant

Incidents recensés depuis la dernière visite : néant

Dérogation et mesures compensatoires correspondantes clairement identifiées : néant

III. EFFECTIF ET CLASSEMENT

L'effectif maximum des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé ci-après :

- Public
 - Résident (déclaration) : 112 personnes
 - Visiteur (1/3 lits) : 38 personnes
- Personnel (déclaration) : 60 personnes (rectifié ce jour)

TOTAL : 210 personnes

Etablissement recevant du public de types J, N de 4^{ème} catégorie.

IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT CONSIDERE

- **Présentation** : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à R+2+rez-de-jardin partiel.
- **Implantation** : accessible aux engins de secours sur deux façades opposées dont l'une possède une aire de retournement. La façade principale comporte quatre baies sapeurs-pompiers aux dimensions réglementaires (1,80 m x 0,90 m) manœuvrables et visibles depuis l'extérieur. Ces baies disposent de volets roulants électriques de faible épaisseur avec une signalétique visible.
- **Isolement** : isolé des tiers par éloignement.
- **Construction et aménagements intérieurs** :
 - Structures stables au feu de degré 1 heure
 - Planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure
 - Charpente de type fermette américaine, protégée par un écran coupe-feu ½ heure avec recoupement tous les 100 m²
 - Cloisonnement traditionnel, cloisons coupe-feu de degré 1 heure, portes et baies vitrées pare-flamme de degré ½ heure.
 - Zones de compartimentage de 14 lits maximum :
 - Rez-de-jardin : 1 zone (non accessible au public) avec une cuisine et ses locaux annexes, une blanchisserie, un local archives, des vestiaires pour le personnel, des locaux techniques (une chaufferie gaz, des pompes à chaleur isolées, un groupe électrogène, des réserves) ...
 - Rez-de-chaussée : 4 zones avec 2 unités d'hébergement dont une Alzheimer « HEGO », une zone administration et un espace restauration avec un salon et son insert.
 - R+1 et R+2 identiques avec 3 zones d'hébergement, un salon, des locaux de stockage et des bureaux.

- **Dégagements** : les escaliers sont de 2 UP et 2 ascenseurs avec non-stop.

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumulé	Nombre de sorties	
			exigibles	réelles
R+2	68		4	4
R+1	68	136	4	4
RDC	54	190	4	9

- **Ascenseur** : deux dont un monte malade avec machinerie intégrée.
- **Ventilation** : VMC et de confort avec AU à l'accueil.
- **Désenfumage** : naturelle des escaliers et mécanique des circulations horizontales sauf unité Alzheimer.
- **Electricité** : AUE avec installation sécurité reprise en amont du TGBT, groupe électrogène de remplacement.
- **Eclairage de sécurité** : BES et BAEH sur GE de remplacement.
- **Installation de gaz** : cuisine et chaufferie sur réseau public.
- **Chauffage** : Par distribution eau chaude complété par climatiseur dans les communs (PAC HS) et présence d'un insert dans le salon.
- **Locaux à risques particuliers** :
- LRI : chaufferie et GE ;
 - LRM : locaux techniques, réserves, cuisine.
- **Les moyens de secours** :
- SSIA équipement d'alarme de type 1, avec AGS et TRE par niveau (alphanumérique), détection, PCF asservies, surveillance de nuit par trois personnes, personnel désigné et formé.
- Plans de sécurité affichés, consignes et dispositif d'alerte par téléphone non secouru.
- Extincteurs appropriés aux risques, poteau d'incendie normalisé devant l'entrée.

V. CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1 - CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES : visite du 02 février 2021 => réalisées

1. Fournir le rapport triennal 2021 du SSI dès réception (article MS 73) et revoir la périodicité de ce contrôle pour permettre à la commission de sécurité de disposer du rapport, lors de sa visite.
2. Installer les indicateurs d'action de la détection dans les nouveaux locaux de stockage
3. Modifier les plans et les informations sur le cadran du SSI pour prendre en compte les nouvelles destinations de certains locaux.
4. Réaliser les actions de formation réglementaires.

2 - DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Documents de contrôle périodique

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Désenfumage (DF 10) mécanique (débit, pression, vitesse) exutoires escaliers	20/04/2023 28/01/2021 10/01/2024	CAPET APAVE EXPABA	A refaire
Chauffage (CH 58) conduit de cheminée (ramonage) climatisation	09/2023 18/12/2023 09/2023	CAPET EIRL Leroy Service CAPET	
Ventilation de confort (CTA) CH 38	09/2023	CAPET	
Gaz (GZ 30)	01/08/2023	APAVE	
Electricité (EL 19) ERP Code du travail	21/11/2023 21/11/2023	EHPAD APAVE APAVE	
Eclairage de sécurité (EC 15)	19/01/2024	EHPAD	1 x mois

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Ascenseur (AS 9) entretien annuel (arrêté interministériel du 18/11/04) visite quinquennale par bureau de contrôle (AS 9)	09/05/2023 06/04/2023	THYSSEN APAVE APAVE	RAS
Cuisines (GC) entretien des appareils de cuisson (livret GC21&22) nettoyage filtres ramonage et dégraissage conduit d'évacuation (GC 21 § 2)	11/01/2024 24/11/2023	AGC IGIENAIR	
Moyens de secours (extincteurs (MS 73))	16/01/2024	EXPABA	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI (MS 69) contrôle triennal par bureau de contrôle (MS 73)	04/10/2023 10/12/2019 01/2024 28/01/2021	SIEMENS SIEMENS EHPAD APAVE	Maintenance 2xan A refaire
Portes automatiques (CO 48)	14/12/2023	GEZE	
Formation du personnel (MS 48)	01/2024	ASFORMA	En cours
Registre de sécurité			Présent

3 - RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES HORS TENSION

- Coupure électrique : AUE à l'entrée
- Alarme : satisfaisant
- Désenfumage :
 - Escalier : présent par tirer – lâcher.
 - Mécanique : fonctionnement satisfaisant au R+2
- Éclairage : satisfaisant
- Détecteurs de fumées : satisfaisant dans la circulation en R+2 face chambre 211
- Recoupement : satisfaisant tous les niveaux
- Ferme-porte : satisfaisant
- Issues de secours : satisfaisant plus boîtier vert HEGOA
- Comportement des personnels au déclenchement de l'alarme : réactivité et bon comportement.
- Portes automatiques d'entrée : Bon fonctionnement sur l'ouverture sur coupure réseau
- Accès extincteurs : non stop correct
- Coupure force cuisine : présent GZ électrique et hotte
- Ascenseur : non-stop
- Plan : présent **à rectifier**
- Formation du personnel / consignes : satisfaisant
- Dispositif d'alerte : Téléphone urbain non secouru.

4 - ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE => voir ci-dessus en gras

VI. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE

L'établissement conserve un bon niveau de sécurité. Les opérations de contrôle et de maintenance sont réalisées de manières rigoureuses. Le risque d'éclosion d'un incendie s'avère limité. Le bon fonctionnement des moyens de secours et des dispositifs de sécurité laisse présager une alarme précoce, qui sera prise en compte de manière réactive et cohérente au regard du déclenchement de ce jour.

VII. PRESCRIPTIONS

PRESCRIPTIONS SIMPLES

1. Assurer un dispositif d'alerte visant à demander l'intervention d'un service d'incendie et de secours conforme à l'article MS70 qui offre une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale de 6 heures. Le dispositif doit répondre obligatoirement aux exigences suivantes :
 - être à poste fixe et efficacement signalé ;
 - être alimenté conformément à l'article EL 12 et pour les établissements comportant des locaux à sommeil, avec une autonomie minimale de 6 heures ;
 - aboutir de manière prioritaire à un centre de traitement de l'alerte défini en accord avec le service d'incendie et de secours compétent ;
 - permettre l'identification automatique de l'établissement.

Les modalités d'appel des sapeurs-pompiers sont affichées de façon apparente, permanente et inaltérable près des dispositifs d'alerte ou à défaut à l'entrée principale de l'établissement.

2. Renouveler et transmettre à la commission de sécurité, le nouveau rapport triennal réalisé par un bureau de contrôle agréé du SSI (MS 73) et désenfumage (DF10) avec une attestation par un technicien compétent de ses nouvelles observations.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (art. R 143-4 et 7 du CCH).

Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement et remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques : <http://www.pyreneesatlantiques.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Protection-civile/Securite-incendie-et-etablisements-recevant-du-public/Fiches-d-entretien>.

Afficher de façon apparente près de l'entrée principale, l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.

Respecter les dispositions des articles L 122-3, R 146-07 à R 146-09 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

VIII. AVIS DU GROUPE DE VISITE

Le groupe de visite propose un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

Le rapport du groupe de visite sera examiné à la prochaine commission plénière de la commission de sécurité de l'arrondissement de Bayonne.

☐ en présence du Maire ou d'un adjoint désigné ou d'un membre du conseil municipal désigné et de l'exploitant de l'établissement.

☒ au vu d'un avis écrit et motivé du Maire après lecture du dit rapport.

IX. RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

➤ Article R 143-43 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

➤ Article R 143-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

Capitaine François FERRY,
rapporteur du groupe de visite